



Assemblée générale

Distr. générale
25 juillet 2025
Français
Original : anglais

Quatre-vingtième session

Point 18 de l'ordre du jour provisoire*

Développement durable

Tourisme durable et résilient et développement durable en Amérique centrale et en République dominicaine

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Soumis en application de la résolution [78/145](#) de l'Assemblée générale sur le tourisme durable et résilient et le développement durable en Amérique centrale et en République dominicaine, le présent rapport fait le point sur les progrès réalisés depuis le précédent rapport sur la question ([A/78/210](#)), qui date de juillet 2023.

* [A/80/150](#).



I. Introduction

1. Dans sa résolution [78/145](#) sur le tourisme durable et résilient et le développement durable en Amérique centrale et en République dominicaine, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de présenter un rapport orienté vers l'action, assorti de recommandations visant à accélérer la réalisation du Programme de développement à l'horizon 2030. En sa qualité d'institution spécialisée du système des Nations Unies chargée de promouvoir un tourisme responsable, durable et accessible à toutes et tous, l'Organisation mondiale du tourisme (ONU Tourisme) a établi le présent rapport.

2. Le rapport s'appuie sur les informations communiquées par le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama, en réponse à la demande envoyée au début de l'année 2025 par ONU Tourisme, qui souhaitait recevoir un compte rendu des évolutions intervenues depuis 2023 dans le domaine du tourisme durable et résilient et du développement durable. Il comprend également des contributions d'entités des Nations Unies, telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et sa représentation en République dominicaine, l'Organisation internationale du Travail (OIT), la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). ONU Tourisme a mis à profit ses compétences techniques et son expérience dans la promotion d'un tourisme durable et résilient en Amérique centrale et en République dominicaine pour compléter ces contributions.

II. Faire progresser la viabilité mondiale : initiatives au service du Programme 2030

3. Face aux problèmes complexes qui transcendent les frontières, là où les démarches bilatérales ou unilatérales sont inopérantes, l'action multilatérale est capitale. L'exigence de durabilité et de résilience suppose des réponses coordonnées aux crises mondiales, telles que les changements climatiques, la perte de biodiversité et les conséquences croissantes de la pollution et des déchets, qu'aucun pays ne peut régler seul. En tirant parti des connaissances et des ressources collectives et de l'harmonisation des politiques, la coopération multilatérale donne plus d'efficacité à la mise en œuvre du Programme 2030.

4. Pour la première fois, le tourisme a été officiellement inscrit dans le programme d'action de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à sa vingt-neuvième session, qui a été marquée par une journée thématique consacrée au tourisme, le 20 novembre 2024. Le même jour s'est tenue la première réunion ministérielle sur le renforcement de l'action climatique dans le tourisme, au cours de laquelle la vulnérabilité du secteur face aux changements climatiques et sa contribution aux émissions mondiales ont été mises en évidence. Plus de 70 gouvernements, dont le Costa Rica, le Guatemala, le Nicaragua et la République dominicaine, ont ensuite adopté la Déclaration sur le renforcement de l'action climatique dans le tourisme, établissant ainsi un engagement politique fort en faveur de l'action climatique dans le secteur.

5. La prise en compte du tourisme lors de la vingt-neuvième session de la Conférence des Parties a renforcé la pertinence de la Déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme, qui oriente l'action des pays et du secteur autour de cinq axes : mesurer, décarboner, régénérer, collaborer et financer. Coordonnée par ONU Tourisme dans le cadre du Programme de tourisme durable « One Planet » et soutenue par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et ses

partenaires, cette initiative volontaire vise à mobiliser le secteur touristique pour qu'il s'aligne sur les politiques nationales en matière de climat. Des 16 signataires d'Amérique centrale, 10 viennent du Costa Rica, 1 du Honduras, 2 du Panama et 2 de la République dominicaine. En 2024, le Ministère hondurien du tourisme et l'Institut costaricien du tourisme ont rendu compte de leurs progrès dans l'élaboration et l'application de plans d'action pour le climat. En mai 2025, le Secrétariat pour l'intégration touristique centraméricaine est devenu signataire.

6. L'Initiative mondiale sur les plastiques dans le secteur du tourisme, menée par ONU Tourisme et le Programme des Nations Unies pour l'environnement avec la Fondation Ellen MacArthur, fait partie du Programme de tourisme durable « One Planet ». Elle a pour objectif d'inciter le secteur du tourisme à s'attaquer à la pollution plastique en promouvant l'utilisation circulaire du plastique. L'Initiative compte 18 signataires de la région (2 du Belize, 6 du Costa Rica, 2 d'El Salvador, 2 du Guatemala, 3 du Nicaragua et 3 de la République dominicaine), tels que l'Institut costaricien du tourisme et le Conseil national chargé de la question des changements climatiques et mécanisme pour un développement propre de la République dominicaine. La Feuille de route mondiale pour la réduction du gaspillage alimentaire dans le secteur du tourisme, également axée sur la circularité, fournit des conseils pour une gestion plus durable des aliments et est disponible en espagnol.

7. Lors de la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, en 2022, ONU Tourisme, le World Travel and Tourism Council et la World Sustainable Hospitality Alliance ont lancé un partenariat dénommé Nature Positive Tourism Partnership, conçu pour aider le secteur du tourisme à intégrer les valeurs de la biodiversité et à contribuer à inverser le processus de perte de biodiversité d'ici 2030, conformément au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. En octobre 2024, à la seizième session de la Conférence des Parties, tenue à Cali (Colombie), ONU Tourisme, les partenaires de Nature Positive Tourism Partnership et la Colombie ont coorganisé une manifestation parallèle sur les engagements pris dans le secteur du tourisme qui apportent une contribution positive nette, avec la participation du Costa Rica en tant que président du Comité du tourisme et de la durabilité. La première participation du partenariat Nature Positive Tourism Partnership au Forum Affaires et biodiversité a mis en évidence le rôle du tourisme dans la gouvernance régénératrice et les avantages sociaux et économiques qu'il apporte aux populations.

8. L'intégration du tourisme durable dans les zones agricoles traditionnelles offre une réponse stratégique aux problèmes mondiaux tels que la pauvreté rurale, la perte de biodiversité et les changements climatiques. Dans ces paysages riches, l'agrotourisme offre une source de revenus résilients face aux changements climatiques, permet de diversifier les moyens de subsistance et de protéger les écosystèmes, tout en favorisant les progrès sur la voie des objectifs de développement durable. Depuis 2020, la FAO et ONU Tourisme collaborent pour promouvoir un développement rural reposant sur le tourisme et élaborent actuellement un guide sur le tourisme durable dans les Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial, dont la publication est prévue pour la fin de l'année 2025. En Amérique centrale, des pays comme le Costa Rica et le Honduras formulent des propositions tendant à ce que les systèmes agricoles traditionnels soient reconnus comme des Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial. Le guide précité servira de référence aux collectivités qui cherchent à tirer parti du tourisme aux fins du développement durable en zone rurale.

9. À la suite de l'adoption par ONU Tourisme, en 2023, du cadre statistique de mesure de la durabilité du tourisme, et de son approbation en 2024 par la Commission de statistique, l'ONU a adopté l'indicateur 8.9.2 associé aux objectifs de développement durable en mars 2025 pour suivre systématiquement l'emploi dans le

tourisme – un secteur vital en Amérique centrale – en utilisant les données sur la population active issues d'enquêtes auprès des ménages. Cela aidera les États à mesurer la contribution réelle du tourisme à l'économie, à concevoir des politiques visant à intégrer le travail dans le secteur formel et à protéger les travailleurs et travailleuses vulnérables, à évaluer les progrès réalisés en matière de tourisme durable et à attirer des fonds liés à la réalisation des objectifs de développement durable. Des mises à jour régulières des données, encadrées par ONU Tourisme, accompagneront les efforts visant à suivre le relèvement, à combler les disparités s'agissant des jeunes et des femmes et à favoriser une croissance inclusive.

10. L'initiative Best Tourism Villages d'ONU Tourisme promeut le développement rural et la résilience dans le monde entier. Le prochain rapport de suivi concernant l'initiative, qui portera sur les villages distingués en 2021, présentera une évaluation dans neuf domaines clés : les ressources culturelles et naturelles, la conservation, la durabilité économique, la durabilité sociale, la durabilité environnementale, le développement touristique, la gouvernance, les infrastructures, ainsi que la santé et la sécurité. Les résultats indiquent que 84 % des villages participants ont connu une évolution positive. Quatre villages d'Amérique centrale font partie de l'initiative : deux au Guatemala et deux au Panama.

11. Le Réseau international d'observatoires du tourisme durable d'ONU Tourisme surveille les conséquences économiques, environnementales et sociales du tourisme au niveau des destinations, étayant ainsi la démarche fondée sur des données probantes qu'a adoptée ONU Tourisme en ce qui concerne la croissance durable et résiliente du secteur. En 2024, le Réseau a admis l'Observatoire du tourisme durable de Petén, deuxième entité du Guatemala à devenir membre du réseau, après l'Observatoire du tourisme durable d'Antigua Guatemala, qui a été admis en 2019. Les parties prenantes d'Amérique centrale, notamment l'Institut guatémaltèque du tourisme, qui supervise les deux observatoires susmentionnés, et l'Observatoire universitaire du tourisme durable et des changements climatiques du Honduras, continuent de s'investir en participant activement aux manifestations et initiatives du Réseau.

12. L'Observatoire du droit du tourisme pour l'Amérique latine et les Caraïbes – une initiative conjointe d'ONU Tourisme et de la Banque interaméricaine de développement (BID) – a lancé ses activités pour 2025 sur la base d'une enquête menée en 2024 auprès des États membres d'ONU Tourisme dans les Amériques. L'Observatoire analyse, met à jour et diffuse régulièrement, sur sa plateforme numérique, les lois et réglementations relatives au tourisme en vigueur dans la région, avec le soutien d'un réseau de collaborateurs et collaboratrices universitaires.

13. Depuis 2017, les pays d'Amérique centrale ont présenté de multiples examens nationaux volontaires, réaffirmant ainsi leur engagement en faveur du Programme 2030 et évaluant les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. Les examens nationaux volontaires récents rendent compte d'avancées inégales mais cohérentes en matière de gouvernance, de protection sociale, de résilience environnementale et de transformation économique. L'examen national volontaire du Honduras a mis en avant la réduction de la pauvreté, les programmes sociaux inclusifs, tels que Red Solidaria, et les premiers examens locaux volontaires. Celui du Guatemala fait état d'améliorations en matière de santé maternelle et d'intégration de la question du genre, mais des problèmes tels que la malnutrition et l'inclusion des personnes autochtones restent d'actualité. L'examen d'El Salvador fait ressortir des avancées en matière de transformation numérique, d'éducation, d'infrastructures et de sécurité. Le Costa Rica est à la pointe de l'intégration institutionnelle des objectifs de développement durable, avec une gouvernance participative, une planification fondée sur les données et une mise en œuvre locale grâce à l'initiative d'un réseau de cantons promouvant les objectifs.

Dans l'examen de la République dominicaine, l'amélioration de la gouvernance, la réduction de la pauvreté, la réforme des finances publiques et l'équité régionale ont été soulignées.

14. Comme le montrent leurs examens nationaux volontaires, le tourisme joue un rôle essentiel dans le développement d'El Salvador et de la République dominicaine, puisqu'il sert de moteur au relèvement économique, à la création d'emplois et au développement régional. L'initiative « Surf City » en El Salvador vise à tirer parti du tourisme durable pour stimuler les économies locales, à la faveur de la modernisation des infrastructures et de partenariats internationaux. La République dominicaine associe le développement du tourisme à la durabilité environnementale et à l'inclusion régionale, malgré les menaces qui pèsent sur les écosystèmes côtiers, telles que la sargasse. Dans les deux cas, le tourisme sert d'outil de développement territorial et de progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier ceux relatifs à l'emploi, aux infrastructures et à la bonne intendance de l'environnement.

15. Selon le Baromètre du tourisme mondial publié en mai 2025 par ONU Tourisme, le tourisme international a conservé un élan vigoureux, avec des arrivées en hausse de 5 % au premier trimestre 2025 par rapport à la même période en 2024, soit 3 % de plus que les niveaux enregistrés avant la pandémie. Plus de 300 millions de touristes ont voyagé à l'international entre janvier et mars 2025, soit 14 millions de plus qu'en 2024. Les recettes d'exportation tirées du tourisme international en 2024 ont atteint le chiffre record de 2 000 milliards de dollars, soit une croissance réelle de 11 % par rapport à 2023, ce qui représente une augmentation de 15 % par rapport aux niveaux de 2019. L'Amérique centrale a accueilli 12,9 millions de touristes internationaux en 2024, soit 20,7 % de plus qu'en 2023 et 17,6 % de plus qu'en 2019. Au premier trimestre 2025, les arrivées ont légèrement diminué de 2,1 % par rapport à 2024, mais sont restées 14,4 % plus élevées qu'en 2019, ce qui témoigne d'une croissance soutenue à long terme. El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Panama affichent une croissance particulièrement importante, El Salvador enregistrant une augmentation de 80,6 % par rapport aux niveaux de 2019.

16. Cette reprise représente un tournant décisif pour le secteur mondial du tourisme, qui redevient un moteur central de la croissance économique, de la création d'emplois et des échanges culturels. Dans ce contexte de rebond, il s'agit désormais principalement de mettre la croissance au service des objectifs de développement durable, en particulier ceux liés à l'action climatique, à la consommation responsable et au développement local. Les tendances qui se dessinent, telles que l'intérêt croissant pour la durabilité et les destinations moins connues, mettent en évidence l'évolution des préférences des voyageurs et des voyageuses et la possibilité de favoriser des modèles de tourisme plus inclusifs et plus respectueux de l'environnement dans toute la région.

17. Les services sont un moteur essentiel de la production économique et des exportations en Amérique centrale et en République dominicaine, puisqu'ils dépassent la moyenne mondiale des économies en développement, selon les données d'UNCATDstat. En 2022, dans la plupart des pays de la sous-région, les services ont contribué davantage au produit intérieur brut (PIB) que la moyenne des économies en développement (54 %). De même, en 2023, les services ont représenté une part plus importante des exportations totales que la moyenne de 18 % observée dans les économies en développement, à l'exception du Nicaragua. Le tourisme a joué un rôle important : en 2023, la part des exportations de services liés au tourisme a surpassé la moyenne de 25 % des économies en développement dans tous les pays de la sous-région à l'exception du Honduras. La République dominicaine a déclaré la contribution la plus élevée (76 %), suivie par El Salvador (54 %) et le Nicaragua (47 %). Ces chiffres montrent combien les services, en particulier les services liés au

tourisme, pèsent dans la structure des exportations et les résultats économiques de la région.

18. Malgré la forte contribution des services et du tourisme à l'économie, leurs retombées économiques réelles sont souvent sous-estimées en raison de lacunes statistiques. De nombreux pays en développement ne disposent pas de données complètes sur le commerce des services ; moins de 10 pays en développement publient régulièrement des statistiques détaillées, ventilées par partenaire commercial. Alors que 96 % des économies développées communiquent des données concernant plus de 12 catégories de services, seuls deux tiers des pays en développement font de même. Mesurer les services incorporels et fournis par voie numérique reste un défi majeur. Pour combler ces lacunes, la CNUCED a lancé une initiative d'assistance technique dans certains pays de la Communauté des Caraïbes, dispensant une formation statistique et fournissant des outils d'apprentissage en ligne et des services consultatifs pour améliorer les systèmes de données, soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et renforcer la résilience et la transformation économiques.

19. L'action menée par l'UNESCO pour soutenir la durabilité dans les Caraïbes intéresse l'Amérique centrale et la République dominicaine, où le tourisme est le moteur de l'économie mais a également des répercussions sur l'environnement, notamment du fait des déchets. La Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour les petits États insulaires en développement (2023-2029), conforme au Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement : une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente, et aux objectifs de développement durable, met l'accent sur le tourisme, l'égalité des genres et la participation des jeunes. Lancés en 2024, le programme IslandWatch et les initiatives de réduction des déchets améliorent la surveillance de l'environnement et la gestion des déchets dans les petits États insulaires en développement. En République dominicaine, dans le cadre du programme IslandWatch, mis en œuvre par le Réseau des écoles associées de l'UNESCO, on utilise des données et des outils numériques pour suivre la biodiversité et les risques hydrologiques au-delà des zones côtières, ce qui permet une protection rapide, renforce l'écotourisme et encourage un développement socioéconomique inclusif et durable.

20. L'UNESCO promeut le tourisme culturel durable et la préservation du patrimoine en Amérique centrale et en République dominicaine au moyen de deux initiatives clés. L'une d'elles est le programme Transcultura, financé par l'Union européenne, qui soutient de jeunes entrepreneurs et entrepreneuses, artistes et professionnel(le)s du patrimoine en leur offrant une formation en gestion culturelle, en production audiovisuelle et en préservation du patrimoine, et qui favorise la collaboration transfrontalière et l'accès aux marchés internationaux. En 2024, le programme a remporté le Prix de l'Organisation des Nations Unies pour les partenariats en faveur des petits États insulaires en développement pour sa contribution à la cohésion sociale et à l'intégration économique par la culture. La deuxième initiative, qui consiste à renforcer les capacités des populations pour les rendre résilientes grâce au tourisme durable et à la sauvegarde du patrimoine en Amérique latine et dans les Caraïbes, est soutenue par l'Arabie saoudite et s'étend sur la période 2023-2026. Elle promeut le tourisme et le patrimoine urbain dans 10 pays de la région par la gestion des visiteurs sur les sites du patrimoine mondial, les programmes travail contre rémunération en faveur des populations locales et la sauvegarde du patrimoine immatériel.

III. Favoriser le développement durable par la mise en œuvre de politiques en matière de tourisme

21. Les politiques touristiques progressent lorsque de nouvelles réglementations sont élaborées et mises en œuvre de manière efficace. En Amérique centrale et en République dominicaine, cela passe par une approche qui se concentre non seulement sur l'adoption de politiques progressistes, mais aussi sur leur bonne mise en pratique. En conciliant développement du tourisme et pratiques durables, ces pays s'emploient à renforcer et élargir les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, intégrant des considérations environnementales, sociales et économiques dans la croissance du secteur touristique. La présente section met en lumière à la fois les avancées politiques et les mesures concrètes prises pour traduire ces engagements en résultats probants.

A. Promouvoir la protection de la biodiversité, la préservation du patrimoine culturel et l'autonomisation des populations par le tourisme

22. L'entrée en vigueur de la loi générale n° 1210 sur le tourisme, en août 2024, a renforcé la capacité de l'Institut nicaraguayen du tourisme de promouvoir, réglementer et contrôler les activités touristiques sous toutes leurs formes. La loi institue une liste de formes de tourisme officiellement reconnues, y compris le tourisme rural, les plaçant au cœur des efforts de diversification de l'offre touristique nationale. Elle a pour objectif de créer des emplois, d'offrir aux visiteurs des expériences uniques et participatives et de favoriser une meilleure appréciation et une utilisation viable du patrimoine naturel, culturel, ancestral et architectural du Nicaragua.

23. La création de l'Autorité de planification pour le centre historique de San Salvador marque une étape importante dans la revalorisation culturelle, l'aménagement et la récupération d'espaces publics emblématiques de la ville. Dans le cadre de cette initiative, la gestion des déchets et la protection du patrimoine sont au cœur de la promotion du tourisme durable dans le centre historique de la ville. Parallèlement, l'Institut salvadorien du tourisme met en avant une démarche axée sur la conservation dans l'ensemble de son réseau de parcs, en faisant sienne la désignation « aire naturelle protégée » afin de sauvegarder la biodiversité et d'encourager les activités de loisirs durables.

24. En outre, le Ministère salvadorien de l'environnement et des ressources naturelles a déclaré la zone côtière de Maculís aire naturelle protégée le 5 décembre 2024. Il entend ainsi poursuivre l'objectif de la protection de la biodiversité marine tout en permettant un développement touristique responsable. Des expériences diverses et durables seront offertes dans la zone, notamment l'écotourisme et le tourisme de soleil et de plage, qui complèteront les attractions existantes proposées aux surfeurs et surfeuses et aux touristes étrangers.

25. Au Panama, des travaux sont en cours pour améliorer l'expérience des visiteurs et des visiteuses et pour accroître la compétitivité du pays en tant que destination touristique. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à coordonner l'action des partenariats public-privé pour la mise en place de comités de gestion des destinations touristiques, comme indiqué dans le Plan directeur pour un tourisme durable 2020-2025. Ils s'inscrivent également dans le cadre de la stratégie tourisme-conservation-recherche du pays, qui fait du Panama une destination unique. Cette stratégie a pour objectif de faire en sorte que le tourisme associe les populations locales et devienne un outil d'amélioration de la qualité de la vie. Au moment de la

rédaction du présent rapport, 10 comités de gestion de destination touristique étaient actifs.

26. En 2023 et 2024, l'Institut hondurien du tourisme et l'Association des municipalités du parc national de Montaña de Celaque ont lancé un projet commun visant à soutenir la restauration des écosystèmes et l'agroforesterie dans la réserve de biosphère Cacique Lempira Señor de las Montañas. Il s'agissait notamment d'équiper des pompiers forestiers de l'Association avec du matériel spécialisé et de créer une pépinière à El Naranjito à San Manuel de Colohete pour produire 30 000 plants destinés à l'agroforesterie. De plus, l'Institut hondurien du tourisme participe activement aux travaux du comité technique national des zones humides et du parc marin national de Islas de la Bahía, renforçant ainsi son engagement en faveur du tourisme durable et de la gouvernance environnementale.

27. Le Ministère nicaraguayen de l'environnement et des ressources naturelles effectue régulièrement des visites de suivi auprès des prestataires de services touristiques dans le but de promouvoir des entreprises durables dans les zones protégées. Le soutien du Ministère s'est concentré sur le renforcement des capacités par des séances d'éducation à l'environnement, la promotion de pratiques responsables et la conservation des ressources naturelles.

28. Le Costa Rica fonde depuis longtemps sa proposition de valeur touristique sur des services et des produits conformes à des engagements environnementaux et sociaux forts. Le pays est reconnu mondialement comme une référence en matière de tourisme durable grâce à sa riche biodiversité et à son modèle de développement touristique durable, qui repose sur la durabilité, l'inclusion et l'innovation. Promu par l'Institut costaricien du tourisme, ce modèle adapté aux besoins particuliers du pays concourt aux objectifs nationaux par le suivi de la croissance du tourisme qu'il permet et les avantages qu'il apporte aux populations locales. Il est mis en œuvre au moyen du plan national du tourisme pour la période 2022-2027, qui a été mis à jour en 2024.

29. En République dominicaine, un projet d'intégration de la préservation de la biodiversité et des services écosystémiques dans les paysages productifs des zones montagneuses boisées menacées, mené par le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, promeut la gestion durable des écosystèmes montagneux fragiles en mettant l'accent sur l'écotourisme, avec l'appui du PNUD et un financement de 8,2 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial. La restauration, la stabilité des écosystèmes et le renforcement de l'application des règles de conservation sont des priorités du projet. L'utilisation durable des terres est soutenue par une approche paysagère dans trois sites de montagne clés : le sud de la Sierra de Neiba (La Descubierta) ; des corridors écologiques reliant Valle Nuevo, La Humeadora et Barbacoa (Rancho Arriba) ; le bassin de la rivière Ozama (Yamasá). Dans le cadre du projet, la conception de forfaits par destination, la désignation d'une « route du cacao » et des efforts visant à faciliter l'accès au crédit pour les entreprises locales encouragent l'agroécotourisme, la croissance économique étant mise au service de la durabilité environnementale.

30. Depuis 2024, le Nicaragua a renforcé sa stratégie de tourisme rural communautaire afin de promouvoir la durabilité, l'inclusion et le patrimoine culturel. Une mise à jour de l'inventaire national du tourisme rural et communautaire a permis d'améliorer la formation ciblée et l'appui technique et de promouvoir l'intégration de cette formation et de cet appui dans l'offre touristique nationale. Les outils de classification des activités touristiques ont été révisés et les prestataires de services ont été formés au tourisme durable, aux techniques de commercialisation numérique et à la préservation du patrimoine. On a produit des contenus audiovisuels, tels que des courts métrages, des reportages et des portraits, pour mettre en valeur les efforts des populations et renforcer leur identité. On a établi une carte et un catalogue des

prestataires de tourisme rural immatriculés et on a créé et lancé un nouveau logo ainsi qu'un site Web pour le tourisme rural et communautaire afin d'en accroître la visibilité et l'accès. Ces mesures positionnent le Nicaragua comme une destination sûre, à l'offre diversifiée et authentique, tout en donnant des moyens d'action aux communautés rurales. En décembre 2024, la première réunion régionale sur le tourisme rural et communautaire s'est tenue à Matagalpa, avec une large participation régionale.

31. En 2024, avec le soutien d'Ayuda en Acción, un projet de promotion du développement durable du secteur touristique a été lancé au Nicaragua. Le projet visait à renforcer l'offre touristique nationale, à stimuler l'économie locale et à soutenir les initiatives touristiques menées par des femmes et des jeunes, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités techniques et la fourniture de matériel pour garantir la qualité et la durabilité de ces objectifs. Le projet a profité à 15 initiatives dans le département de Madriz, qui ont bénéficié de plusieurs éléments cruciaux, notamment : une évaluation complète des besoins aux fins du recensement des obstacles à surmonter et des possibilités à exploiter au niveau local ; des programmes de formation ciblés visant à renforcer les compétences des parties prenantes locales, en particulier les femmes et les jeunes autochtones et les femmes et les jeunes des zones rurales ; un programme de chèques tourisme destinés à stimuler la demande et à soutenir les entreprises participantes.

32. Toujours au Nicaragua, des acteurs du tourisme rural et communautaire ont pu assister à un cours virtuel sur les pratiques exemplaires en matière de tourisme rural durable en Amérique latine grâce à des bourses offertes par le Réseau latino-américain de forêts modèles et le Centre de recherche et d'enseignement supérieur en agronomie tropicale. Organisé du 3 février au 12 mars 2025, le cours, coordonné par l'unité de formation à l'agrotourisme du Centre, vise à doter les participantes et les participants des compétences nécessaires pour appliquer les meilleures pratiques en matière de gestion des services de tourisme rural durable, notamment l'hébergement, les activités des guides, la restauration, le transport et l'organisation de voyages dans les zones rurales et protégées. Cette initiative a permis de renforcer les capacités locales et de promouvoir le tourisme responsable au Nicaragua.

33. En novembre 2023, le Panama a créé son premier comité du récif pour soutenir la protection des écosystèmes marins et les connaissances à leur sujet, conformément à la législation qui définit des mesures de préservation, de restauration, de remise en état et d'utilisation durable des récifs coralliens et des espèces qui y sont associées. Reconnaisant leur valeur écologique et économique, le Panama promeut la protection des récifs comme un pilier du tourisme durable.

34. En février 2024, l'Autorité du canal de Panama a rouvert le sentier écologique au Centre des visiteurs d'Agua Clara, qui offre aux visiteurs et aux visiteuses une immersion dans la riche biodiversité du pays. Il s'agit d'une étape importante dans la promotion du tourisme durable, de la protection de l'environnement et de la beauté naturelle qui est vitale pour l'avenir du canal.

35. En mars 2024, le Western Hemisphere Shorebird Reserve Network (Réseau de réserves pour les oiseaux de littoral des Amériques) a certifié plusieurs plages panaméennes, dont El Agallito et El Retén, comme vitales pour la protection des oiseaux de rivage et l'écotourisme. Réunis à Chitré (Panama), les membres du Réseau ont souligné l'arrivée régulière de plus de 30 espèces d'oiseaux et la nécessité d'approfondir les recherches. Depuis 1980, des études ont attiré l'attention du monde entier sur la région, certaines études récentes estimant que près de 100 000 oiseaux migrants y passent chaque année.

36. La méthode des *mesas ejecutivas* (tables rondes exécutives), développée par l'OIT, encourage le dialogue social tripartite et renforce la coordination entre

institutions et secteurs afin de stimuler la productivité et le travail décent. Elle vise à rapprocher les acteurs publics et privés d'un même secteur ou d'une même chaîne de valeur, en favorisant les synergies et l'action collective. Au Costa Rica et en Équateur, l'OIT a soutenu la création de plateformes de dialogue sur le tourisme, qui réunissent des représentantes et représentants de l'État, des entreprises et du personnel. Ces plateformes sont utiles pour cerner les problèmes et mettre au point des stratégies afin de stimuler la productivité et de multiplier les perspectives de travail décent dans le secteur du tourisme.

37. Le 30 septembre 2024, le Panama a promulgué la loi n° 442, portant adoption de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. La loi permet une protection marine à grande échelle dans les eaux internationales et soutient l'objectif mondial de conservation de 30 % des zones marines et terrestres d'ici à 2030. Le Panama rejoint ainsi les autres signataires dans la protection des écosystèmes marins contre les menaces telles que la pollution, la surexploitation et les changements climatiques. La loi souligne l'engagement du pays à jouer un rôle de chef de file en matière d'environnement et de coopération internationale, en permettant la désignation d'aires marines protégées et de mesures d'utilisation durable.

38. Un projet de surveillance des tortues marines dans la zone humide de San San-Pond Sak, une zone protégée d'importance internationale au Panama, renforce les capacités techniques du personnel du parc et des populations locales de protéger les espèces menacées d'extinction telles que la tortue luth. Grâce à l'implication des populations, aux partenariats universitaires et aux efforts de conservation, le projet soutient la biodiversité tout en renforçant l'attrait de la zone en tant que destination touristique durable et responsable.

B. Renforcer la protection des écosystèmes, la gestion des ressources et la résilience climatique dans le secteur du tourisme

39. Le Ministère panaméen de l'environnement et l'Autorité panaméenne du tourisme s'associent pour promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles par le tourisme. Dans le cadre d'une initiative pilote, les districts de Bocas del Toro, Boquete, Tierras Altas, Soná et Taboga ont été sélectionnés pour le développement du tourisme durable. Le Ministère a annoncé, en coordination avec l'Autorité panaméenne du tourisme, les cinq premières évaluations stratégiques environnementales, aux fins d'un aménagement du territoire axé sur le tourisme et les changements climatiques. Il a également publié la résolution ministérielle n° 266 du 27 août 2024, qui dresse la liste des politiques, plans et programmes devant faire l'objet d'une évaluation stratégique environnementale au cours des cinq prochaines années.

40. Par ailleurs, le sentier Sendero Los Quetzales dans le parc national du volcan Barú au Panama a été rouvert après d'importants travaux de remise en état dans le cadre d'un projet de soutien à la conservation et à la gestion du patrimoine culturel et naturel. Ce sentier, long de 6,5 kilomètres et connu pour sa biodiversité (on peut notamment y voir des quetzals, des pumas, des grenouilles et des orchidées), renforce l'engagement du pays en faveur de l'écotourisme et de la conservation.

41. Le Costa Rica continue de consolider sa place de chef de file en matière d'environnement. En 2023, des règlements ont été édictés pour la mise en application de la loi n° 7896, qui traite de la pollution plastique et de la protection de l'environnement. Entrée en vigueur le 20 avril 2024, la loi interdit la vente de sacs et de pailles en plastique dans les supermarchés et les magasins de détail, encourage

l'utilisation de sacs et de pailles biodégradables ou réutilisables et rend obligatoire la mise en œuvre de programmes de recyclage et de gestion des déchets.

42. Lancé en 2019, le partenariat public-privé « Tu-MoDeLo » est un programme conjoint de la Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible, de l'Institut costaricien du tourisme, du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, d'associations touristiques locales et de partenaires privés. Le programme encourage la durabilité et la résilience face aux changements climatiques de l'approvisionnement en produits locaux en mettant en relation les producteurs agricoles locaux avec la demande croissante du secteur touristique. En 2024, on a renforcé les capacités institutionnelles du programme et transféré intégralement sa gestion au secteur public, ce qui a permis d'élargir son champ d'action à la création d'emplois, au développement économique, à la participation accrue des femmes et à l'amélioration de l'adaptation aux changements climatiques dans les communautés rurales.

43. Depuis 2023, on prête une assistance technique aux comités locaux du Honduras pour soutenir la mise en œuvre du programme du Pavillon bleu écologique dans des destinations touristiques majeures, notamment Gracias (département de Lempira), Roatán, Utila et Santos Guardiola (département des Islas de la Bahía), Trujillo et Santa Fe (département de Colón), Tela et La Ceiba (département de l'Atlántida), et Lago de Yojoa et Amapala (département de Valle). Dans le cadre de ce programme, les efforts déployés par les populations locales en matière de protection de l'environnement, d'action climatique, d'assainissement et de santé publique sont récompensés par l'attribution de distinctions écologiques.

44. En 2024, le Costa Rica a consolidé sa position de leader mondial du tourisme durable en signant l'Initiative mondiale sur les plastiques dans le secteur du tourisme et la Déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme. Ces engagements vont dans le sens de l'action menée au niveau international pour réduire la pollution plastique et accélérer l'action climatique dans le secteur du tourisme. En tant que destination touristique pour les réunions, les voyages de récompense, les conférences et les expositions (MICE en anglais, pour *meetings, incentives, conferences and exhibitions*), le Costa Rica s'efforce également de compenser l'empreinte carbone de ce type de voyageurs et voyageuses par la reforestation, la protection des aires d'alimentation en eau, la régénération naturelle et l'agroforesterie. L'initiative « MICE Forest » s'étend désormais sur 650 hectares de terres protégées, plus de 36 750 arbres ayant été plantés et 70 % de la zone étant en cours de régénération environnementale.

45. En 2020, l'Institut costaricien du tourisme et le Fonds national de financement forestier ont lancé un calculateur d'empreinte carbone en ligne qui permet aux voyageurs et voyageuses de mesurer et de compenser leurs émissions en contribuant à des projets de restauration des écosystèmes. L'initiative, qui se poursuit, fait actuellement l'objet d'une refonte, l'objectif étant d'améliorer l'utilisabilité de l'outil et l'expérience globale des personnes qui l'utilisent. Depuis le lancement de l'outil en ligne, le secteur du tourisme a réussi à compenser un total de 6 136 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone.

46. Le programme de certification du tourisme durable, lancé par l'Office costaricien du tourisme en 1995, fournit des conseils aux hôtels et aux prestataires de services sur l'adoption de pratiques durables et a été homologué par le Conseil mondial du tourisme durable en 2020. Depuis 2018, plus de 330 certifications ont été accordées. Dans le cadre du programme du Pavillon bleu écologique, qui contribue à la protection des écosystèmes côtiers et à la réduction de la pollution des plages, 140 plages du Costa Rica avaient été récompensées en 2024.

47. En 2023, le Panama a lancé la première ligne de transport public écologique de la région dans le Casco Antiguo (vieille ville) de Panama, une des principales zones

touristiques de la ville. Les véhicules à faibles émissions parcourent un itinéraire qui a été optimisé de façon à réduire autant que possible les distances à parcourir, contribuant ainsi au programme de développement durable du pays. La logistique verte vise à minimiser les incidences sur l'environnement en améliorant l'efficacité et la durabilité des systèmes de transport et de distribution.

48. En 2024, l'Institut hondurien du tourisme a signé la Déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme. De plus, l'Institut a lancé un plan d'action national pour le climat dans le secteur du tourisme, proposant des outils pour s'attaquer aux problèmes du pays dans le domaine. En partenariat avec la Direction nationale des changements climatiques et l'Agence des États-Unis pour le développement international (dans le cadre de son projet d'adaptation aux changements climatiques), l'Institut a mis au point une méthode d'analyse de la vulnérabilité climatique du secteur du tourisme afin d'éclairer les décisions sur la préparation et la réponse aux menaces climatiques. Dans le cadre du système national d'évaluation de l'impact sur l'environnement, l'Institut publie des rapports techniques et des recommandations concernant des projets touristiques dans certaines régions. Par l'intermédiaire du Bureau de l'évaluation et du contrôle de l'environnement du Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, l'Institut assure le contrôle et le suivi des projets ayant obtenu une licence, effectue des inspections de sites et donne son opinion sur les renouvellements de licences environnementales.

49. En septembre 2023, l'Institut hondurien du tourisme a organisé le Forum sur le tourisme durable et les changements climatiques à La Ceiba, l'une des destinations touristiques les plus prisées du pays, afin de promouvoir le tourisme durable comme moyen de préserver le patrimoine naturel et culturel tout en tenant compte de la vulnérabilité des populations particulièrement touchées par les changements climatiques. Au cours du Forum, les discussions ont porté sur le tourisme durable, les changements climatiques et la diversité culturelle et naturelle, et des personnalités de premier plan du secteur touristique latino-américain ont présenté des exposés. Les participantes et participants ont rédigé un document final, la « Charte de La Ceiba », où figurent les grandes lignes des stratégies d'atténuation des changements climatiques et des appels à la coopération internationale, au partage des connaissances, à l'innovation technologique et à l'action commune pour un avenir plus durable et plus résilient pour la région.

50. En décembre 2023, un projet visant à surveiller et à sauvegarder les mangroves au Panama a été présenté à l'Assemblée nationale. Le projet, qui met l'accent sur le rôle essentiel que jouent les mangroves dans la protection de l'environnement et la résilience des écosystèmes, vise à sensibiliser le public à l'importance des mangroves dans le contexte des changements climatiques au Panama.

51. En 2023, la Cordillera de Coiba, au Panama, a reçu le prestigieux prix Blue Park, dans la catégorie or, en reconnaissance de son rôle exceptionnel dans la protection de la vie sauvage marine. Cette récompense a placé le Panama parmi les 27 parcs bleus conformes aux normes scientifiques les plus élevées en matière de conservation. Dans l'aire de ressources gérées de la Cordillera de Coiba, les écosystèmes marins vitaux sont préservés, la santé des océans est renforcée et les populations locales en récoltent les bienfaits. L'aire a été agrandie de 50 519 km², ce qui porte la superficie totale de l'aire marine protégée du pays à 98 228 km². En conséquence, le Panama a atteint, avant l'échéance, la cible « 30x30 » (conserver 30 % des terres, des eaux et des mers d'ici 2030) du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. En outre, le Panama a signé des accords de coopération avec des entités publiques et privées, notamment l'Autorité maritime du Panama et l'Autorité des ressources aquatiques du Panama, afin de promouvoir un tourisme nautique et de pêche qui soit en accord avec les efforts de conservation.

52. En mai 2023, deux guides conçus pour aider la nouvelle communauté d'Isberyala à s'adapter aux problèmes environnementaux ont été publiés. C'est à Isberyala que se sont installés des migrantes et migrants climatiques de la province de Guna Yala après avoir quitté la côte pour l'intérieur des terres. Le guide local sur la législation et les bonnes pratiques à l'intention de la communauté d'Isberyala rapproche les lois nationales sur l'environnement avec les pratiques culturelles autochtones des Cuna afin de promouvoir un mode de vie durable. Prenant la forme d'un conte traditionnel qui convient également aux enfants, le guide bilingue « Dii Agued Igar » (« le soin de l'eau ») offre des conseils sur la conservation des eaux. Les deux guides ont été élaborés avec des contributions directes des Cuna, l'objectif étant que leur langue, leurs coutumes et leur vision du monde soient représentées. L'Autorité panaméenne du tourisme a soutenu les efforts visant à recenser les potentialités touristiques qui permettent de sensibiliser aux changements climatiques, de renforcer la résilience économique et de diversifier les revenus grâce à des projets durables et innovants.

53. En 2025 et 2026, la République dominicaine lancera d'importantes initiatives de durabilité avec le soutien du PNUD, notamment la réduction de la pollution plastique et l'intégration de la valeur des écosystèmes dans la planification nationale. Le programme iCOAST (*Integrated Collaborative Approaches for Sustainable Tourism*, approches collaboratives en faveur du tourisme durable) favorisera les possibilités d'inclusion, les réformes de la chaîne d'approvisionnement et l'amélioration de la coordination. Ces efforts, soutenus par des partenaires mondiaux, mettent l'accent sur les décisions fondées sur des données, les investissements verts et la résilience.

C. Renforcer l'autonomie grâce au tourisme : progrès social et initiatives dirigées par les populations locales

54. En 2022, le bureau de pays du PNUD en République dominicaine a mené, en collaboration avec le Groupe de l'innovation stratégique du PNUD et la Fondation Chôra, une analyse stratégique en vue de rendre le secteur du tourisme plus durable, plus résilient et plus inclusif. On a utilisé la méthode de l'espace-problème pour définir les difficultés et les possibilités structurelles, l'objectif étant de promouvoir une approche multidimensionnelle et intersectorielle du soutien à l'innovation et à la cocréation. La démarche, en six phases, comprenait la collecte de données, l'analyse du marché et un dialogue avec les parties prenantes, pour aboutir à un éventail de solutions en adéquation avec les capacités institutionnelles et les besoins de l'après-pandémie. Le tourisme génère 15,3 % du PIB et 8,3 % des emplois ; 8,06 millions de personnes ont visité le pays en 2023, soit une augmentation de 12,5 % par rapport à l'année précédente. Malgré cette croissance, le caractère informel de l'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes, et la dépendance excessive à l'égard du modèle « soleil et plage » posent des problèmes environnementaux et sociaux. Une étude menée conjointement par l'OIT et le PNUD et publiée en 2023 préconise de se tourner vers le capital naturel, les emplois verts et les modèles inclusifs, bien que des obstacles subsistent en matière de réglementation et de capacités.

55. Depuis 2018, le Costa Rica utilise l'Indice du progrès social pour suivre les conditions de vie et la croissance durable dans 33 centres de développement touristique, une deuxième évaluation ayant eu lieu en 2024. Contrairement aux modèles traditionnels, l'Indice exclut le PIB et les variables économiques pour se concentrer sur 12 indicateurs des besoins humains fondamentaux, du bien-être social et des possibilités offertes à la population. Il aide l'Institut costaricien du tourisme à démontrer les avantages de son modèle de tourisme durable pour les populations locales, notamment les progrès accomplis dans l'accès à l'enseignement supérieur, la

création d'emplois, l'amélioration de la qualité de l'air et de la gestion des déchets, l'amélioration de la qualité de la vie, le renforcement de la sécurité collective et l'autonomisation des femmes. En 2024, 89,2 % des ménages interrogés étaient d'accord pour dire que le tourisme était source d'emplois et de développement économique.

56. Dans le domaine de la gestion des risques et de la préparation aux situations d'urgence, le Ministère salvadorien du tourisme a pris des dispositions en vue d'interventions coordonnées lors de manifestations internationales telles que les tournois de surf, en collaboration avec les institutions apparentées, notamment l'Institut salvadorien du tourisme, la Société salvadorienne du tourisme et l'Autorité de planification pour le centre historique de San Salvador. Il s'agit notamment d'intégrer le Fonds de solidarité pour la santé et des protocoles d'intervention rapide afin de garantir la sécurité des touristes du pays et de l'étranger, ainsi que des populations locales.

57. El Salvador a été reconnu au niveau international pour l'efficacité de sa stratégie de gestion de la santé pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Le secteur du tourisme a joué un rôle central en facilitant l'accès des touristes étrangers à des soins sûrs en temps voulu. Dans le cadre des mesures préventives, les hôtels ont été réaffectés à l'accueil et à la protection des touristes et des protocoles de santé publique ont été appliqués, ce qui a permis de préserver la santé publique et de renforcer l'image du pays en tant que destination responsable et soucieuse des visiteurs et visiteuses.

58. L'engagement d'El Salvador en faveur d'infrastructures durables et résilientes est manifeste dans les projets routiers stratégiques menés par le Ministère des travaux publics et des transports, tels que le contournement de La Libertad et la modernisation des autoroutes dans l'ouest du pays. Ces initiatives stimulent la connectivité touristique et le développement économique local tout en respectant les normes écologiques. En outre, la Loi spéciale sur la collecte, l'utilisation et l'élimination finale des déchets, qui a été renforcée par le décret n° 186, régit la gestion des déchets afin de protéger la santé publique, de préserver l'environnement et de promouvoir une économie circulaire. Elle définit les responsabilités des parties prenantes, y compris des entreprises touristiques, pour ce qui est de prévenir la pollution et d'encourager des pratiques de tri des déchets.

59. Dans le domaine de la transformation numérique, un programme d'appui à la relance et à l'expansion du secteur touristique en El Salvador, financé par la BID dans le cadre de l'opération n° 5590/OC, se distingue par la promotion de la modernisation des parcs naturels et des parcs de jeux gérés par l'Institut salvadorien du tourisme. De plus, grâce à la coopération internationale, le programme « Digi-Chiquihuites », qui fournit des outils numériques inclusifs aux petites entreprises touristiques a été mis en œuvre, contribuant ainsi à réduire la fracture numérique et à renforcer la compétitivité locale.

60. En mars 2023, dans le cadre de sa campagne « Panamá por Naturaleza » et en partenariat avec ONU Tourisme, l'Autorité panaméenne du tourisme a lancé un concours récompensant des propositions innovantes de tourisme communautaire afin de promouvoir des alliances stratégiques entre les voyagistes et les populations locales en vue d'offrir des expériences touristiques durables et originales. Vingt-cinq expériences ont été sélectionnées comme finalistes sur la base du niveau d'innovation, de qualité, d'autonomisation des populations, de durabilité et de conservation du patrimoine. L'initiative a associé 18 voyagistes nationaux travaillant avec les communautés d'accueil. Lors de l'évaluation finale, un jury composé de représentantes et représentants d'ONU Tourisme, de Tourism Cares et de l'Adventure

Travel Trade Association a sélectionné les cinq meilleures propositions selon le critère du degré de préparation au marché mondial.

61. Du 17 au 19 mai 2023, le Panama a accueilli au Centre des congrès de Panama une manifestation sur le tourisme durable dans les communautés. La manifestation a rassemblé des intervenantes et intervenants internationaux et des représentantes et représentants de communautés, d'organisations, d'entreprises privées et de voyageurs pour souligner l'importance du tourisme durable et de la collaboration entre les secteurs public et privé. L'accent a été mis sur la demande croissante, de la part d'environ 60 % des touristes, d'expériences en rapport avec les populations locales, les différentes cultures et la nature. Cette tendance offre une occasion décisive d'améliorer la qualité de la vie des collectivités qui sont prêtes à se lancer dans le tourisme. Au cours de la manifestation, un prix pour le tourisme communautaire a été remis à un produit touristique parmi 25 finalistes.

62. Afin de renforcer les capacités locales au sein des communautés ayant un potentiel touristique, en collaboration avec la Fundación Avifauna Eugene Eisenmann, l'Autorité panaméenne du tourisme a commencé à mettre en place un centre de formation pour les guides touristiques spécialisés dans l'observation des oiseaux. Des structures vacantes seront reconverties en salles de classe et en logements pour les scientifiques et les étudiantes et étudiants, ce qui favorisera le tourisme ornithologique. De plus, l'Autorité s'est associée au secteur privé pour former 20 responsables locaux de 11 régions (membres de l'Alliance panaméenne pour le tourisme communautaire) dans le cadre d'un programme, récemment approuvé par le Conseil national du tourisme, visant à aider les communautés d'accueil à offrir des expériences de tourisme durable.

63. En République dominicaine, dans le cadre d'un projet de soutien au relèvement socioéconomique inclusif, durable et résilient de la chaîne de valeur du tourisme dans la province de Samaná pour la période 2021-2023, le PNUD a prêté son concours aux initiatives de développement global et de résilience. Le projet a favorisé un redressement économique inclusif et l'égalité des genres grâce à la collaboration de l'OIT, du Gouvernement, du secteur privé et d'Infosegura, qui a été créée avec le soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international. Les activités se sont concentrées sur l'amélioration des politiques du travail et l'intégration des microentreprises et des petites et moyennes entreprises dans les marchés locaux, ainsi que sur la collaboration avec la municipalité de Las Terrenas visant à impliquer les acteurs du tourisme et à évaluer la participation des femmes. Parmi les résultats qui méritent d'être signalés figure le lancement d'une plateforme de cartographie géoréférencée pour ces entreprises (dont 76 % sont dirigées par des femmes), venant ainsi appuyer les stratégies économiques inclusives et fondées sur les données. Les microentreprises et petites et moyennes entreprises des municipalités de Las Terrenas, El Limón et Las Galeras ont bénéficié d'une formation, d'une assistance technique et d'un soutien à l'innovation et à l'intégration des objectifs de développement durable. Des campagnes publiques ont abordé la question de la violence fondée sur le genre et favorisé la sûreté des espaces touristiques.

64. Chaque année, l'Autorité panaméenne du tourisme délivre des titres de guide touristique certifié à des dizaines de Panaméennes et de Panaméens qui poursuivent une carrière dans le tourisme. En mai 2023, le titre a été décerné pour la première fois à une personne déficiente visuelle, ce qui témoigne de l'engagement du pays à construire un secteur touristique résilient, inclusif et accessible, à promouvoir l'égalité des chances et à célébrer la diversité dans le secteur.

65. En octobre 2024, le Panama a lancé un programme visant à renforcer le tourisme communautaire en encourageant les hôtels de la ville de Panama à parrainer des locations communautaires. Dans le cadre de ce programme, les hôtels font don

d'articles légèrement usagés tels que des draps, des matelas et des lampes, et des formations sont proposées dans les domaines de la cuisine, de l'hygiène alimentaire et des compétences financières élémentaires. En fonction de leurs moyens, les hôtels peuvent épauler un ou plusieurs établissements. Cette initiative favorise la collaboration et la solidarité dans le secteur, et œuvre ainsi en faveur d'un développement inclusif et durable à l'échelle nationale.

66. En novembre 2023, lors d'un forum international sur les changements climatiques organisé par le Centre d'études avancées de Veracruz, le Panama a réaffirmé son engagement en faveur du tourisme durable en tant que moteur du développement économique. Le pays a insisté sur le rôle central que jouent l'éducation et la mobilisation de la population dans la promotion de la protection de l'environnement et de la réalisation des objectifs de développement durable à l'aide de stratégies axées sur le tourisme.

67. Par la loi n° 290 de 2022, le Panama a fait du tourisme autochtone durable une priorité nationale. La loi soutient le développement global des peuples autochtones en leur permettant de gérer les activités touristiques sur leurs territoires, notamment par l'aménagement touristique et l'utilisation durable des ressources. Elle met l'accent sur le rôle d'entraînement des peuples autochtones et la conformité avec leurs valeurs culturelles. Les réglementations aux fins de l'application de la loi sont élaborées en coordination avec l'Autorité panaméenne du tourisme. Parallèlement, une stratégie de tourisme autochtone et une feuille de route pour Guna Yala pour la période 2024-2035 sont en cours de mise en œuvre, avec le soutien de la BID. Cette initiative, à laquelle participe le Ministère de l'intérieur, découle d'un accord de coopération signé en 2020 entre l'Autorité panaméenne du tourisme et le Congrès général des Cuna afin d'orienter la planification du tourisme, de promouvoir la durabilité et de renforcer la compétitivité.

68. En juin 2024, le Panama a accueilli le Global Meaningful Travel Summit (Sommet mondial pour des voyages qui ont du sens), organisé par Tourism Cares. Au cours du sommet, les communautés ont mis en évidence les destinations qui alliaient culture, histoire, visites de sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO et nature. Dans le monde entier, des sites tels que Achioté, Portobelo et Santa Isabel dans la province de Colón et Valle de Antón et La Pintada dans la province de Coclé sont promus comme étant des destinations de tourisme autochtone durable. Ces régions offrent de riches expériences culturelles et historiques, une grande biodiversité et un souci constant de la durabilité, ce qui fait du Panama un acteur clé dans le domaine des voyages qui ont du sens.

69. En octobre 2023, dans le cadre d'un programme de développement urbain global dans les villes à potentiel touristique du Panama, une initiative d'une valeur de 3 millions de dollars a été lancée, qui vise à former des entrepreneurs et entrepreneuses tournés vers le tourisme dans six destinations touristiques du pays. L'objectif est de continuer de s'appuyer sur les plans et les programmes déjà en place pour renforcer le modèle de tourisme durable du pays en augmentant la capacité productive locale. Le programme vise à soutenir le développement commercial et sectoriel des entrepreneurs et des microentreprises et petites et moyennes entreprises dont les activités sont liées au tourisme.

70. En République dominicaine, un projet mené par la FAO visant à relier l'agriculture familiale au secteur du tourisme soutient l'emploi rural et la diversification économique dans le cadre du plan de relance du tourisme dans l'après-COVID-19. S'adressant aux villes de Monte Cristi, Pedernales, Samaná et Higüey ainsi qu'au village de Constanza, le projet a permis à 503 producteurs (dont 32 % de femmes et 13 % de jeunes) de participer à des activités de formation et de renforcement des capacités. Il relie les coopératives agricoles familiales (dont 70 %

sont dirigées par des femmes) aux marchés de première qualité, ce qui permet d'augmenter les revenus (jusqu'à 500 dollars par mois et par famille), de doubler les ventes annuelles, qui ont dépassé les 110 000 dollars, et de faciliter les exportations vers le Canada. Grâce à la mise à disposition de technologies innovantes telles que l'irrigation au goutte-à-goutte, les biodigesteurs et la culture hydroponique, le projet favorise la durabilité, la diversification des cultures et l'égalité des genres, offrant ainsi un modèle modulable de développement rural inclusif.

IV. Le tourisme, un catalyseur de l'intégration régionale et du développement durable en Amérique centrale

71. Le tourisme est un moteur important de l'intégration régionale et de la diversification économique en Amérique centrale. Dans la Déclaration de Montelimar II, sept pays d'Amérique centrale, dont le Belize et le Panama, ont pris acte du rôle du tourisme dans le renforcement de la compétitivité régionale¹. Dans le Système d'intégration de l'Amérique centrale, le tourisme, qui bénéficie du soutien d'institutions spécialisées et de secrétariats techniques, est l'un des secteurs qui connaissent la plus forte croissance. Les initiatives régionales en matière de tourisme sont en adéquation avec les politiques nationales dans ce domaine, ce qui témoigne d'une vision commune du tourisme, considéré comme un pilier du développement durable, de la coopération transfrontière et de l'investissement.

72. En juin 2023, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur et le Panama ont reçu une aide financière de 16 millions de dollars de la part du Fonds pour l'environnement mondial afin de préserver le corridor marin du Pacifique tropical oriental. Le projet vise à protéger 31,3 millions d'hectares d'océan grâce à une gestion écosystémique et à la coopération régionale. Il renforcera la gouvernance marine, améliorera la coordination et stimulera les investissements relatifs à l'économie bleue dans le tourisme et la pêche. L'initiative vise également à relier les aires marines protégées, à sauvegarder les espèces migratrices et à promouvoir la collaboration transfrontière en matière de conservation.

73. Le système intégré de qualité et de durabilité d'Amérique centrale est la première certification de la région attestant la qualité touristique, conçue spécifiquement pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises touristiques dans des catégories telles que l'hébergement, la restauration, la location de véhicules, l'organisation de voyages et les mesures en faveur de la durabilité. Au Honduras, 16 entreprises (principalement des hôtels et des restaurants) ont obtenu la certification dans le cadre du système, ce qui traduit la convergence croissante du pays avec les normes régionales en matière de qualité et de durabilité.

V. Conclusions et recommandations

74. Depuis l'adoption de la résolution 78/145 par l'Assemblée générale en 2023, les États Membres de la région ont redoublé d'efforts pour promouvoir un tourisme durable et résilient et un développement durable en Amérique centrale et en République dominicaine, réalisant des progrès continus.

75. Les États Membres ont progressé dans la mise à jour et l'harmonisation des cadres juridiques et sont encouragés à continuer d'incorporer des mesures de sauvegarde de la biodiversité, des mandats de préservation du patrimoine et des évaluations stratégiques environnementales dans tous les instruments de planification

¹ [A/50/998-S/1996/497](#), annexe.

touristique afin de renforcer la protection, la conservation et la durabilité de l'environnement parallèlement à la préservation de la culture et du patrimoine.

76. Le secteur du tourisme dans la région présente un potentiel important de dépassement du modèle traditionnel du tourisme côtier, par le développement de nouveaux produits touristiques qui concilient croissance économique et gestion des ressources et qui soutiennent les populations locales, améliorant ainsi le développement durable et la résilience à long terme.

77. Une gouvernance intégrée, s'appuyant sur des institutions dotées des moyens d'action nécessaires et un dialogue soutenu avec les parties prenantes, est essentielle si l'on veut que le tourisme soit compatible avec les objectifs environnementaux, culturels et sociaux. Les responsables politiques sont encouragés à mettre en place des autorités de planification spécialisées ou à renforcer celles qui existent afin que la gestion des déchets, la protection du patrimoine, la gestion des écosystèmes et le suivi de l'impact social soient coordonnés dans un cadre institutionnel global.

78. Le tourisme continue d'être un moteur économique majeur dans toute la région, des efforts notables étant de plus en plus souvent consacrés à étendre les bénéfices au-delà des zones côtières traditionnelles. Le tourisme rural gagne en importance en tant qu'outil de création d'emplois, d'amélioration des moyens de subsistance et d'autonomisation des populations.

79. De plus en plus, l'accent est mis sur l'inclusion des groupes marginalisés, tels que les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap ; les politiques touristiques nationales intègrent de plus en plus de mesures d'accessibilité. Les parties prenantes sont encouragées à développer les programmes de renforcement des capacités, les certifications professionnelles et les centres de formation professionnelle adaptés aux groupes sous-représentés tels que les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap, afin de garantir une participation équitable et des progressions de carrière claires.

80. Les aires protégées et les actifs de l'écotourisme sont essentiels au tourisme durable, car ils offrent des expériences authentiques bâties sur la nature. La préservation et l'amélioration de ces aires renforcent l'attrait des destinations, soutiennent les moyens de subsistance des populations locales et répondent à la demande croissante de voyages responsables. Les États Membres sont encouragés à étendre les réserves terrestres, côtières et marines et à les doter de plans de gestion complets, ainsi qu'à restaurer les sites dégradés, notamment en investissant dans la réhabilitation des sentiers, les pépinières agroforestières et la surveillance de la biodiversité menée par les populations locales.

81. Les incitations fondées sur le marché, telles que l'écocertification et les calculateurs de compensation des émissions de carbone, se sont avérées efficaces pour récompenser les pratiques commerciales responsables. Les autorités nationales sont encouragées à étendre les systèmes de certification volontaire et à adopter des mesures d'économie circulaire, telles que l'élimination progressive des plastiques à usage unique et la mise en œuvre d'une gestion globale des déchets dans toutes les entreprises touristiques.

82. La Déclaration de Glasgow sur l'action climatique dans le tourisme et les initiatives d'économie circulaire connexes accélèrent la consommation durable et la croissance résiliente. Les États Membres sont encouragés à promouvoir des modèles circulaires en faveur de la conservation et d'un tourisme régénératif dans l'ensemble des activités des entreprises afin de réduire les déchets, d'optimiser l'utilisation des ressources et de restaurer les écosystèmes. Ces engagements font du tourisme un catalyseur du développement durable, résilient et inclusif.

83. La biodiversité et l'action climatique contribuent à la résilience du secteur par la sauvegarde des actifs naturels et la diversification des produits touristiques. Les États Membres sont encouragés à envisager des objectifs climatiques fondés sur des données scientifiques, à intégrer des évaluations de la vulnérabilité face aux changements climatiques dans les plans directeurs et les stratégies touristiques et à améliorer l'accès au financement vert pour soutenir la restauration des écosystèmes et les solutions de mobilité à faibles émissions.

84. Le dévouement d'ONU Tourisme à la cause d'une croissance durable et résiliente du tourisme, mis en évidence par des initiatives telles que le Réseau international d'observatoires du tourisme durable, souligne le rôle crucial que jouent une gestion et un suivi fondés sur des données probantes pour orienter le développement du tourisme.

85. Les outils de transformation numérique, tels que les plateformes de cartographie géoréférencée pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises et les calculateurs d'empreinte carbone en ligne, renforcent l'autonomie des petites entreprises touristiques en leur fournissant des informations commerciales et des capacités de suivi des résultats. L'investissement continu dans les infrastructures numériques inclusives et les technologies accessibles favorise une plus grande compétitivité locale et contribue à réduire la fracture numérique.

86. La coopération transfrontière est essentielle pour stimuler la compétitivité régionale. Les États Membres sont encouragés à harmoniser davantage les normes de qualité et de durabilité, à promouvoir la région en tant qu'offre unifiée à destinations multiples et à co-investir dans les mesures de conservation transfrontière, telles que la gestion des corridors marins, afin de renforcer l'image de marque et la résilience à long terme.

87. La mobilisation des communautés locales et autochtones en tant que gardiennes du patrimoine culturel et naturel renforce le rôle du tourisme au service de l'identité culturelle, de la cohésion sociale et du transfert de connaissances entre générations. Pour ce faire, il faut intégrer la reconnaissance de la gouvernance touristique autochtone dans les cadres juridiques et politiques, développer le soutien matériel aux hébergements communautaires et promouvoir des mécanismes équitables de partage des bénéfices.

88. L'innovation et les expériences touristiques axées sur les populations locales suscitent une adhésion croissante en réponse à la demande des voyageurs et voyageuses, en quête de culture locale et de nature. Les gouvernements et les partenaires internationaux sont encouragés à promouvoir des approches collaboratives, telles que des ateliers de co-apprentissage et des forums au niveau local, qui autonomisent les populations, renforcent les partenariats et favorisent des modèles de tourisme durables et enracinés localement.

89. Les partenariats public-privé continuent de jouer un rôle essentiel dans la promotion de la conservation, de la restauration du patrimoine et du développement local. L'institutionnalisation de ces alliances par l'établissement de liens entre les autorités touristiques, les organismes environnementaux, les organisations non gouvernementales et les investisseurs privés peut renforcer le soutien aux programmes de dons de matériel, au financement commun de projets de tourisme durable et à la recherche participative sur les pratiques efficaces.